

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 08/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 7/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **HENKEL France Opérations SAS**

299 rue Grange Morin  
Zone industrielle Nord, Arnas, BP 438  
69655 Villefranche Sur Saône

Références : UDR-CRT-23-145-HD  
Code AIOT : 0006103547

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement HENKEL France Opérations SAS implanté 299 rue Grange Morin ; Zone industrielle Nord, Arnas, BP 438 ; 69655 Villefranche Sur Saône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été annoncée le 20/06/2023. Elle vise à contrôler les suites données au rapport UDR-CRT-22-179-HD concernant l'inspection du 28/09/2022 relative à l'action régionale concourant à la prévention du risque d'incendie lié aux installations électriques et à la foudre.

Dans ce cadre l'exploitant a répondu aux demandes du rapport UDR-CRT-22-179-HD par courrier du 04/01/2023 et courriels du 07/04/2023, 3/07/2023 et du 23/08/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HENKEL France Opérations SAS
- 299 rue Grange Morin ; Zone industrielle Nord, Arnas, BP 438 ; 69655 Villefranche Sur Saône
- Code AIOT : 0006103547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Henkel France Opérations est autorisée à exploiter le site par arrêté préfectoral du 27 avril 2009 modifié. Elle a pour activité principale, sur son site d'Arnas, la fabrication de colles et de mastics à usage industriel : colles thermofusibles (ou Holt Melt), colles polyuréthanes, mastics à chaud et à froid.

**Le thème de visite retenu est le traitement des suites de l'inspection du 28/09/2022.**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non-conformité et des observations.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	
2	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Transmettre à l'inspection les justificatifs de la vérification des dispositifs de protection
3	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral modifié du 27/04/2009, Article 2 : 6.2.3	Transmettre à l'inspection les justificatifs permettant de lever la non-conformité constatée par APAVE.

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de clore les non-conformités constatées lors de l'inspection du 28/09/2022. L'exploitant devra cependant fournir les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives demandées dans les rapports R13198519-001-1 et 6860933-010-2 réalisés par APAVE, dès réalisation des travaux.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Analyse Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</i> <i>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</i> <i>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</i> <i>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</i> <i>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</i>
<b>Constats :</b> Le constat n°5 du rapport UDR-CRT-22-179-HD de l'inspection demandait à l'exploitant de mettre à jour son analyse du risque foudre. L'exploitant présente une analyse du risque foudre (ARF rapport n° R129471056-001-1) réalisée par APAVE le 7 mars 2023. L'ARF exprime le besoin de prévention et de protection et indique que ces dispositions de prévention et de protection doivent faire l'objet d'une Étude technique.  L'inspection constate que l'étude technique du site a été réalisée par APAVE et a fait l'objet du rapport : R13198519-001-1 daté du 28 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Étude technique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</i> <i>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</i> <i>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</i> <i>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant présente l'étude technique du site (rapport : R13198519-001-1 daté du 28 juin 2023). L'ETF est conforme à l'ARF et demande la mise en place de 3 systèmes de protection supplémentaires : <ul style="list-style-type: none"><li>- Bâtiment PU/M5 : Réaliser 4 prises de terre à chaque extrémité du bardage métallique/pilier du bâtiment soit 4 de type A (pattes d'oies ou triangulé) selon NF EN 62 -305-3 (minimum deux électrodes verticales ou horizontales) avec regard et joint de contrôle ;</li><li>- Bâtiment PU/M5 : Interconnecter le bardage métallique à la terre électrique du bâtiment au niveau du TGBT PU/M5 en cuivre Nu 50mm² ;</li><li>- Bâtiment PU/M5 : Mettre en place un parafoudre de type 1+2 au niveau du jeu de barre du TGBT de PU/M5.</li></ul> L'exploitant annonce que les points n°2 et 3 seront sous-traités à un électricien et réalisés d'ici la fin d'année 2023 alors que le point n°1 nécessite la visite d'un fournisseur pour un devis. Cette visite n'est pas encore programmée. Pour ces travaux, l'inspection invite à les tracer et programmer dans l'outil de gestion de maintenance

assistée par ordinateur de l'exploitant afin d'en assurer la réalisation.

Les références réglementaires suivantes indiquent les délais que l'exploitant doit respecter pour l'installation des dispositifs et sa vérification :

- D'après l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié « *L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre,..... Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.* »
- D'après l'article 21 du même arrêté « *L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.* »

**Type de suites proposées :** Sans suite

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de la vérification de l'installation des dispositifs de protection au plus tôt et dans le respect des délais réglementaires.

### N° 3 : Contrôle et maintenance installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral modifié du 27/04/2009, Article 2 : 6.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, installations électrique

**Prescription contrôlée :**

*Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.*

*Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.*

**Constats :**

L'inspection a examiné le rapport n°: 6860933-010-2 réalisé par APAVE le 06/07/2023 présenté par l'exploitant. Ce rapport annule et remplace le rapport précédent 6860933-010-1 édité le 06/12/2022 et aucune d'observation récurrente n'est observée. Ce rapport indique cependant une nouvelle observation « *A gauche de la citerne 7, vers cuve regalite S 5100 Câble(s) avec connexions accessibles non IP2x (dominos, connecteurs type Wago, etc.) (P) A placer sous boîtier de degré IP adapté à l'environnement (mini IP2x).* »

L'exploitant indique que cette non-conformité doit être traitée prochainement sans donner d'échéance.

L'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas d'outil de suivi des non-conformités électriques. Pour l'inspection, ces non-conformités et les travaux permettant de les lever mériteraient d'être tracés et programmés dans l'outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de la réalisation des travaux permettant de lever la non-conformité constatée par APAVE dans son rapport n°: 6860933-010-2.